

COMMUNE DU POIRE SUR VELLUIRE (85)

## Plan Local d'Urbanisme

Elaboration du PLU prescrite le 13 février 2015, arrêtée le 13 février 2018



### Périmètre de Droit de Préemption Urbain



DOSSIER APPROUVÉ LE : 2011/2018

Vu pour être annexé à la délibération,  
Monsieur le Maire, A. Demoulin



atelierurbanova  
urbanisme & architecture



Eric ENON  
Paysagiste concepteur

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers :

en exercice 14

présents 11

votants 11

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf

Le : trente avril

le Conseil municipal de la commune du POIRE SUR VELLUIRE

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire

à la Mairie, sous la présidence de Monsieur PERAUDEAU, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal: 26.04.1999

Présents : MM. M. PERAUDEAU, M. MAINARD, C. GENAUZEAU, J. ROY, G. BERGER, A.M. GAUTRON, M. BOURDEZEAU, J.C. MICHAUD, B. ANGIBAUD, P. CHAMPENOIS, S. CHAIGNEAU.

Absents: G. GONIN, R. LEVRAUD, C. BOUTIN (donne pouvoir à A.M. GAUTRON)

Secrétaire de Séance : M. MAINARD.

**Objet: Institution du droit de préemption urbain**

Monsieur le Maire rappelle que l'article L.211-1 du Code de l'Urbanisme confère aux communes dotées d'un POS rendu public ou approuvé, la possibilité d'instituer un droit de préemption sur tout ou partie des zones U et NA délimitées.

Cette faculté a pour but de permettre aux communes concernées d'acquérir par priorité sur tout autre candidat, les biens immobiliers bâtis ou non, mis en vente par leurs propriétaires.

Ceux-ci sont tenus à cette occasion de déposer en mairie une déclaration d'intention d'aliéner mentionnant les prix et conditions de l'aliénation projetée.

La commune doit alors dans un délai de deux mois faire connaître aux intéressés sa décision de préempter ou non en précisant l'objet pour lequel le droit est éventuellement exercé.

Les immeubles ainsi acquis doivent être utilisés à des fins précises telles qu'énumérées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

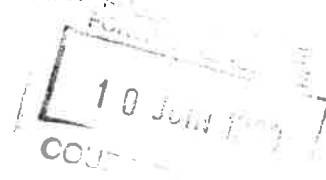
Après avoir entendu cet exposé, il s'ensuit un débat quant à l'opportunité d'exercer un tel contrôle sur certains secteurs de la commune.

Il en ressort que, compte tenu des perspectives de développement à court et moyen terme du territoire communal telles qu'elles ressortent du POS, il serait utile de permettre à la commune d'intervenir sur le marché foncier afin d'acquérir le moment venu les immeubles qu'elle jugera nécessaire pour ses besoins immédiats ou futurs.

En conséquence,

Le Conseil Municipal décide :

■ d'instituer le "droit de préemption urbain" (DPU) sur les secteurs U et NA tels que délimités sur le(s) plan(s) ci-joint(s).



Cette décision fera l'objet d'une mention dans les 2 journaux ci-après désignés :

- OUEST FRANCE
- VENDEE MATIN

et donnera lieu dès ce jour à l'ouverture en mairie d'un registre paraphé sur lequel seront reportées au fur et à mesure les acquisitions effectuées et leur objet.

Pour copie certifiée conforme.  
Le Maire,



**Certifié exécutoire**  
**Reçu en Sous-Préfecture**  
**le :**  
**Publié ou Notifié**  
**le:**